

Source : <http://sortirdunucleaire.org/Nos-revendications-aux-candidats>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Présidentielles 2017 : épinglons les candidats pronucléaires ! > **Nos
revendications aux candidats**

9 avril 2017

Nos revendications aux candidats

À l'occasion de l'élection présidentielle, nous diffusons aux candidat-e-s et aux journalistes un document qui synthétise les enjeux sur le nucléaire civil et militaire, et qui développe les préconisations du Réseau "Sortir du nucléaire". En reprenant les grandes lignes de la campagne "Arrêtons les frais", cette plaquette est un document clair et lisible pour interpeller les candidats, au niveau national et local !

Vous aussi, imprimez cette plaquette et diffusez-la localement pour interpeller élu-e-s, vos concitoyen-ne-s ou journalistes, ainsi que les futur-e-s candidat-e-s aux législatives.

TÉLÉCHARGEZ CETTE PLAQUETTE



UNE URGENCE : L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

L'avenir du nucléaire se jouera lors du prochain quinquennat. Les organes de contrôle missionnés par l'État partagent un diagnostic alarmant : Areva et EDF vont devoir faire face à un mur d'investissements dans lequel s'empilent le démantèlement, les travaux prévus pour prolonger le fonctionnement des centrales en fin de vie, les projets d'EPR et la gestion des déchets. Dans le même temps, au moment où l'ONU s'apprête à interdire les armes atomiques, la France projette de moderniser les siennes en faisant exploser son budget militaire.

Officiellement chiffrée à 37,5 milliards d'euros par le truchement d'opérations comptables, la dette d'EDF atteindrait dans la réalité le double, soit près de 74 milliards d'euros. Celle d'Areva culmine à plus de 7 milliards d'euros. Selon un rapport parlementaire rendu en 2017, le démantèlement des centrales sera plus long, plus difficile et plus coûteux qu'anticipé par EDF.

En 2015, la Cour des Comptes qualifiait la gestion d'Areva de "fuite en avant"

À ce contexte industriel et financier fortement dégradé, il faut ajouter une sûreté fragilisée par le nombre d'installations en fin de vie. Stopper le nucléaire civil permettra d'éviter à la fois l'accident, l'augmentation du volume de déchets et la faillite. Abolir les armes nucléaires permettra d'éviter l'autodestruction de l'humanité.

Lors de ses vœux à la presse pour 2017, le président de l'ASN déclarait que la situation du nucléaire français était "très préoccupante"

L'occasion est historique : la France doit la saisir ! Arrêtons les frais !

Parce que l'État doit être stratège pour tracer une politique énergétique cohérente et soutenable et que l'argent du contribuable ne doit pas être dilapidé dans des impasses technologiques, il est important que le futur président arbitre des choix énergétiques avec toutes les cartes en main.

La prétendue "indépendance énergétique" de la France du tout-nucléaire se fait au prix de l'exploitation et de la mise en danger des populations, des mines d'uranium aux centrales nucléaires françaises.

L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a estimé entre 760 milliards et 5 800 milliards d'euros le coût d'un accident majeur, qualifiant un tel scénario de "catastrophe européenne ingérable"

Face à l'augmentation de la menace d'accident, relever les seuils en multipliant par 100 les doses de contamination admissibles ne peut pas être une solution acceptable. C'est pourtant ce qu'a fait le gouvernement en 2016 [1].

L'occasion est historique : la France doit la saisir ! Arrêtons les frais !

Nous détaillons ci-après les enjeux posés par le nucléaire civil et militaire ainsi que les mesures préconisées par le Réseau "Sortir du nucléaire".

ABOLIR LES ARMES ATOMIQUES



Le développement du nucléaire militaire a engendré celui de la filière nucléaire civile, qui lui sert de couverture. Ce sont les deux faces de la même pièce : la bombe atomique en est la face cachée.

Les citoyens n'ont jamais eu voix au chapitre nucléaire, tant militaire que civil. Depuis leur création par les ingénieurs du Commissariat à l'Énergie Atomique et une poignée de décideurs de l'État, ni la force de frappe ni le programme électronucléaire français n'ont fait l'objet d'un débat national.

En France, l'arme nucléaire a déjà coûté plus de 300 milliards d'euros et elle engloutit chaque année 20% des programmes d'équipement de l'armée

Loin de garantir la paix, les armes nucléaires constituent une menace généralisée pour les populations, y compris celles des États qui en sont dotés. Les risques d'accident, de prolifération et d'emploi involontaire imposent de prévenir l'extrême danger que ces armes font peser sur toute l'humanité. Dans un monde multipolaire caractérisé par la montée des populismes et des nationalismes, l'instabilité géopolitique croissante, les tensions entre superpuissances et le terrorisme, le seul moyen d'éviter les massacres de masse, c'est de les supprimer toutes.

“Les armes nucléaires sont fondamentalement dangereuses, terriblement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables” - Général Lee Butler, ancien chef du Strategic Air Command

L'ONU invite justement tous les États à se réunir à New York dès mars 2017 pour mettre au point un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires sous un contrôle mutuel strict et efficace.

L'occasion est historique ! La France doit la saisir en renonçant à l'arme nucléaire et en participant aux négociations organisées par l'ONU. Nous demandons aux candidats à la Présidence de s'y engager, et aux parlementaires actuels ou futurs de soutenir une proposition de loi référendaire qui pose cette question vitale au peuple français. Par ailleurs, la France doit reconnaître et indemniser toutes les victimes de ses essais nucléaires.

ARRÊTER CIGÉO ET RENONCER À L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS



Dans la lignée des grands projets inutiles, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a prévu d'enfouir les déchets les plus dangereux produits par l'industrie nucléaire à Bure, dans la Meuse. Les galeries creusées à 500m de profondeur deviendraient alors la plus grande poubelle nucléaire d'Europe.

Malgré de nombreuses pétitions, manifestations et demandes de référendum, jamais les habitants de la Meuse et des départements limitrophes n'ont été consultés.

En 2016, alors que la Demande d'autorisation de création n'a pas encore été déposée, des travaux ont commencé sans autorisation et ont été, depuis, sanctionnés par la justice

Les dimensions gigantesques de ce centre, prévu pour stocker 80 000 m³ de déchets, attestent de la volonté de pérenniser la filière nucléaire pour des décennies. Après une phase d'exploitation de 130 ans, qui s'accompagnera de rejets en surface, le site serait fermé. Mais absolument rien ne peut garantir la sûreté du site pendant les centaines de millénaires que perdurera la radioactivité de ces déchets. Au contraire, des études ont mis en évidence de multiples risques : incendies souterrains, explosions, éboulements, contamination du bassin de la Seine... Autant de dangers qui mettent en péril le confinement de la radioactivité ainsi que le caractère prétendument réversible du processus d'enfouissement.

Les exemples historiques d'enfouissement sont catastrophiques : aux États-Unis, le WIPP a connu un grave accident en 2014. Bilan : deux morts, 2 milliards de dégâts et une contamination pour des dizaines de milliers d'années...

Alors que l'Andra a évalué le coût de CIGÉO à 34,5 milliards d'euros, Ségolène Royal l'a arbitrairement fixé à 25 milliards. Les provisions d'EDF seraient donc insuffisantes pour réaliser ce projet.

L'occasion est historique ! La première urgence est d'arrêter au plus vite la production de déchets supplémentaires. Pour les déchets déjà existants, qui doivent dans tous les cas encore refroidir plusieurs décennies, il sera nécessaire de trouver une option qui permette un stockage sûr et qui garantisse la possibilité d'intervenir à tout moment en cas de problème.

Une mesure simple permettrait également de faire diminuer la quantité de déchets produits : l'arrêt du retraitement du combustible usé à l'usine Areva de la Hague. Coûteuse, dangereuse et polluante, cette opération ne recycle pas les combustibles mais elle accroît la quantité totale de déchets produite ainsi que leur niveau de radioactivité.

Nous demandons également l'abandon du projet ICEDA destiné à conditionner et entreposer les déchets issus du démantèlement.

ABANDONNER L'EPR ET TOUS LES NOUVEAUX PROJETS DE RÉACTEURS



L'EPR (Réacteur Pressurisé Européen) c'est ce réacteur surdimensionné en construction à Flamanville, en Finlande (Olkiluoto), en Chine (Taishan) et en projet au Royaume-Uni (Hinkley Point). Loin de présenter des garanties de sûreté supplémentaires, ce réacteur plus puissant et plus complexe

s'avère plus dangereux : entièrement informatisé, il est plus vulnérable aux cyberattaques. Partout, les chantiers sont des fiascos industriels et financiers : surcoûts abyssaux, retards accumulés, travail au noir, manquements aux normes de sécurité, graves malfaçons...

Le coût du chantier de Flamanville dépassera finalement les 10 milliards d'euros, bien loin des 3,3 milliards du devis initial

Dès 2006, une étude 2 avait démontré que si cette somme initiale avait été consacrée aux économies d'énergie, à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, il aurait été possible de répondre deux fois mieux aux besoins en énergie, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de créer plus de 10 000 emplois pérennes.

Le kilowattheure sortirait de l'EPR de Flamanville à un prix 2 fois plus élevé que celui produit par le solaire : 120 euros pour le nucléaire contre 62 euros pour le photovoltaïque

Quant au "nouveau nucléaire" vanté par la filière, il n'est que chimère. Mini-réacteurs, ITER à Cadarache, (qui prétend expérimenter la fusion nucléaire) et réacteurs dits de 4ème génération comme ASTRID (reprise du modèle de Superphénix, dont les risques sont pourtant largement avérés et dont le démantèlement est un casse-tête) : autant de projets irréalistes coûteux et dangereux.

D'abord estimé à 5 milliards, le coût d'ITER se chiffre désormais à 18,6 milliards d'euros

L'occasion est historique ! Poursuivre le financement de ces projets à très long terme, inefficaces contre le réchauffement climatique, c'est encore gaspiller en vain des dizaines de milliards d'euros. Il faut abandonner les chantiers d'EPR actuellement en construction dans la Manche et en Finlande et renoncer au projet d'EPR d'Hinkley Point, qui serait très coûteux pour les contribuables britanniques et français. Il faut renoncer aux projets dits de "nouveau nucléaire".

ARRÊTER LES CENTRALES EN FIN DE VIE



Le "Grand Carénage", c'est le chantier démesuré lancé par EDF pour prolonger la durée de fonctionnement de ses centrales jusqu'à 50 voire 60 ans, bien au-delà des 30 ans initialement prévus.

En plus de faire peser des risques supplémentaires sur la sûreté des installations, ce rafistolage est un gouffre financier.

Avec un coût estimé entre 100 et 250 milliards d'euros, ces grands travaux conduiront EDF à la faillite [2]

À cela s'ajoute une crise grave du système de contrôle de la sûreté : le scandale à l'usine Creusot Forge d'Areva a mis en lumière non seulement l'existence de malfaçons sur des pièces majeures qui en affaiblissent la résistance, mais aussi la dissimulation de ces irrégularités aux autorités de contrôle. Ces graves manquements et cette dissimulation volontaire d'informations jettent le doute sur la capacité de la filière à assumer l'ampleur de ces remises à niveau, relevées encore par les normes post-Fukushima.

“Un accident nucléaire majeur aura lieu en Europe” - P.F. Chevet, président de l'ASN - mars 2016

De plus, ces opérations de maintenance ne permettront d'améliorations qu'à la marge, dans la mesure où certains des équipements cruciaux comme les enceintes en béton ou les cuves ne sont ni remplaçables, ni réparables.

Enfin, ces travaux lourds et inédits s'avèrent d'autant plus risqués dans un contexte de recours généralisé à la sous-traitance et d'une perte de compétence chez EDF, due à la pyramide des âges et aux nombreux départs à la retraite.

Sur le réacteur de Paluel 2 (Normandie), qui a inauguré le programme du Grand Carénage, l'opération de maintenance s'est soldée par la chute d'un générateur de vapeur de 460 tonnes, qui a sérieusement endommagé le bâtiment réacteur.

En 2015, le parc des réacteurs a connu 38 arrêts d'urgence et 18 départs d'incendie

L'occasion est historique ! Il n'y a plus de statu quo possible : soit la France s'engage dans ces travaux qui constituent un puits sans fond, soit elle change de cap et investit ces sommes dans une véritable transition énergétique. Infaisable et non rentable, le Grand Carénage doit être arrêté. Parallèlement à la mise à l'arrêt des réacteurs, il faut développer industriellement les nombreuses technologies déjà existantes, mais aussi investir dans la recherche fondamentale tournée vers les énergies renouvelables.

UNE CONJONCTURE LOGIQUEMENT FAVORABLE À L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE

Plus que jamais, la conjoncture fait de la sortie du nucléaire - tant civil que militaire - une chance pour l'économie, l'environnement et la paix entre les nations. Le marché des énergies renouvelables, de la rénovation thermique et celui de l'efficacité énergétique représentent de formidables gisements de compétitivité et d'emplois non délocalisables.

En 10 ans, l'Uruguay a réduit son empreinte carbone de 88% en passant à 95% de renouvelables, le tout sans aucune subvention et avec comme résultat un marché en plein boom, créateur d'emplois et de valeur

La part de l'électricité d'origine nucléaire ne représente guère que 2% de l'énergie finale consommée dans le monde. En 2015, les sommes consacrées aux énergies renouvelables ont été multipliées par cinq. La France fait figure d'exception et prend du retard : fragilisée par le lobby de l'atome, sa stratégie du tout-nucléaire et ses investissements ruineux, le secteur des renouvelables peine à émerger. En comparaison, les Allemands ont réussi à couvrir plus d'un tiers de leurs dépenses énergétiques avec les énergies vertes, et sans augmentation significative de l'usage du charbon, contrairement aux idées reçues.

Afin de remplir les engagements pris lors de l'Accord de Paris sur le climat en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en sortant du nucléaire, il faut non seulement respecter les objectifs fixés par la Loi de transition énergétique mais aussi les dépasser.

Les sommes consacrées à Euratom devraient être libérées pour développer les énergies renouvelables

Pour la Commission Développement Durable du Parlement, la loi de transition énergétique est marquée par “l’absence totale de trajectoire claire pour le nucléaire” et par une “incapacité à enclencher une véritable transition énergétique”.

En combinant des politiques publiques de lutte contre les comportements énergivores des particuliers et des entreprises, avec une politique énergétique qui favorise le développement des énergies renouvelables, la décentralisation de la production et l’efficacité énergétique, on peut baisser nos émissions de CO2 tout en se passant du nucléaire.

Les multiples scénarios envisagés par des groupes d’experts indépendants comme négaWatt ou Global Chance convergent dans le sens d’une faisabilité technique. Dans leur diversité, ils montrent que la sortie du nucléaire est une affaire de choix politique

Les choix politiques, tant en matière d’énergie que de défense, doivent être guidés par la responsabilité. Il est urgent de sortir de l’impasse nucléaire.

L’occasion est historique : la France doit la saisir ! Arrêtons les frais !

Notes

[1] <http://www.criirad.org/euratom/CRIIRAD-DirectiveEuratom.pdf>

[2] 100 milliards d’euros : estimation de la Cour des comptes tirée du Rapport public annuel 2016 : La maintenance des centrales nucléaires : une politique remise à niveau, des incertitudes à lever ; 250 milliards d’euros : estimation médiane d’une étude réalisée par le cabinet d’expertise nucléaire WISE, février 2014.